



Avec la Fédération des Finances CGT et ses syndicats

Agissons ensemble pour imposer d'autres choix !

Réunis les 11 et 12 septembre derniers, la Fédération des Finances CGT et ses syndicats ont décidé de s'adresser à vous, agents fonctionnaires, contractuels, non titulaires, actifs et retraités, des administrations publiques de l'Etat et des établissements du secteur semi-public économique et financier.

Une politique de régression sociale à l'œuvre dans tout le pays...

Les différentes mesures prises ou d'ores et déjà annoncées durant la période estivale, qu'il s'agisse de la fiscalité (bouclier fiscal, impôt sur la fortune, droits de succession et de donation, détaxation des heures supplémentaires, déductibilité des intérêts d'emprunts...), des modalités de financement de notre système de protection sociale (franchises médicales, taxe sur la valeur ajoutée dite «sociale»...), du droit à la retraite (allongement des durées de cotisation), des heures supplémentaires, du droit de grève, du renforcement de l'Etat pénal ou encore des suppressions d'emplois dans la fonction publique, ne répondent en rien aux exigences sociales des salariés.

S'agissant du pouvoir d'achat ; dans un contexte où les prix des produits et des prestations de services de première nécessité ne cessent d'augmenter (alimentation, fournitures scolaires, électricité, gaz, carburant, transports collectifs, loyers, assurances...) ; le Gouvernement, sous l'aiguillon du Medef, accentue sa politique de rigueur en refusant notamment de procéder à une revalorisation significative tant du SMIC que du traitement des fonctionnaires.

Comme aux Finances...

Aux Finances, qu'il s'agisse des administrations ou des établissements du secteur semi-public économique et financier, nous avons été, nous sommes et restons confrontés à des politiques régressives se traduisant notamment par :

- Des privatisations, des externalisations, des mises en cause de missions de service public et d'intérêt général et de leurs conditions de mise en œuvre.
- Des fermetures, des retractions et des réorganisations des services publics de proximité et d'intérêt général dans les territoires.
- Des plans pluriannuels de suppressions des emplois de fonctionnaires et de non titulaires.
- Une régression des droits et des garanties collectives des fonctionnaires, une précarisation accrue des non titulaires.

Ainsi et là encore pour ne donner que quelques exemples, l'actualité ne cesse de confirmer que nous traversons une période lourde d'enjeux aux Finances :

- Suite à différentes injonctions de la Commission européenne et sous la pression des milieux bancaires et financiers, de lourdes menaces pèsent sur l'avenir du livret A, ses modalités de financement, la centralisation et la sécurisation de ses fonds assurés par la Caisse des Dépôts et Consignations au service du financement du logement social.

- De lourdes incertitudes existent s'agissant de l'évolution de la composition du capital de la Caisse Nationale de Prévoyance (risque de privatisation) qui en fait aujourd'hui la dernière société publique d'assurance.
- Annoncée lors du Conseil des Ministres du 20 juin dernier, la révision générale des politiques publiques a pour objectif essentiel de réduire le «coût» de l'intervention de la puissance publique.

C'est pourquoi le gouvernement entend poursuivre et amplifier les politiques pluriannuelles de suppressions des emplois avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Rappelons ici que 993 emplois de fonctionnaires avaient été supprimés en 2003, 4 537 en 2004, 7 392 en 2005, 5 430 en 2006, 15 002 en 2007. 22 700 suppressions d'emplois sont aujourd'hui envisagées au titre du projet de loi de finances 2008 dont 2 830 aux Finances !

C'est également pourquoi le gouvernement entend procéder à la fusion de différentes administrations publiques de l'État comme les DRIRE et les DIREN ou encore la DGI et la DGCP.

A un moment où ressurgissent les crises financières et boursières qui ne seront pas sans effet sur la croissance économique, le gouvernement multiplie les cadeaux aux classes sociales les plus riches et aux entreprises. Autant de choix qui joueront notamment contre la création d'emplois qualifiés et correctement rémunérés, contre la protection sociale dans toutes ses dimensions (maladie, vieillesse, famille, accidents du travail et maladie professionnelle, dépendance), contre la mise en œuvre de politiques et de services publics et d'intérêt général au service du plein emploi solidaire, de la satisfaction des besoins sociaux et du développement durable.

Construire des propositions alternatives et imposer leur prise en compte !

Pour la CGT, sa Fédération des Finances et ses syndicats, il est temps de combattre ces politiques en créant les conditions d'une intervention la plus unitaire possible des personnels.

C'est pourquoi nous vous proposons de prendre toute votre part dans l'élaboration des processus d'actions, des propositions alternatives, des revendications proposés et portés par la Fédération des Finances CGT et ses syndicats :

- Ouverture de réelles négociations sur l'évolution des politiques et des missions de services publics et d'intérêt général tant des administrations que des établissements du secteur semi-public économique et financier.
- Maintien et développement des services publics et d'intérêt général sur l'ensemble du territoire.
- Plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.
- Revalorisation significative des traitements, des salaires, des pensions et des retraites.
- Attribution des moyens budgétaires et financiers indispensables au bon fonctionnement des services et à une réelle qualité de vie au travail y compris s'agissant des politiques de l'action sociale, de l'hygiène et de la sécurité.
- Développement des statuts, des droits et des garanties collectives des personnels, fonctionnaires et non titulaires.
- Sauvegarde de nos systèmes de protection sociale complémentaire mis en œuvre par nos mutuelles.

La Fédération des Finances CGT proposera également aux autres fédérations syndicales une rencontre unitaire afin d'envisager, ensemble, un processus d'intervention des personnels pour imposer la prise en compte de leurs revendications et propositions alternatives.

Montreuil, le 18 septembre 2007.